



Financé par
l'Union européenne



Termes de références pour le recrutement d'un consultant en charge de conduire une étude sur le « genre, inégalités et résilience des systèmes alimentaires face au changement climatique dans le Nord et l'Adamaoua »

1. Descriptif des Termes de Référence (TdR)

Projet	Renforcement de l'Engagement des Acteurs Locaux dans la Gouvernance des Ressources Naturelles dans le Septentrion Cameroun (REAL-GRNS)
Activités de la mission :	Produit 1.1 : Compréhension accrue des problématiques en lien avec la gouvernance territoriale, les ressources naturelles, les systèmes alimentaires et l'égalité de genre. A.1.1.3 : Réalisation de deux études sur la sécurité alimentaire dans les zones du Sud Est de la région du Nord et Nord de la région de l'Adamaoua en lien avec le changement climatique.
Poste	Consultant(e)
Mission	Réaliser une étude approfondie sur l'impact des inégalités de genre sur la résilience des systèmes alimentaires locaux face aux changements climatiques dans les régions du Nord et de l'Adamaoua.
Date et lieu	Prévision : du 29/09/2025 au 30/10/2025 dans les régions de l'Adamaoua (Vina, Mbere, Mayo-Banyo) et Nord (Mayo-Louti, Mayo-Rey).
Organisation	Réseau de Lutte contre la Faim (RELUFA) Email : info@relufa.org - Tél : (+237) 222 21 32 87 // 675 37 84 16 Site web : www.relufa.org

Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du RELUFA, et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis des partenaires du projet ou de l'Union Européenne (UE).

2. Contexte

Les régions du Nord et de l'Adamaoua au Cameroun sont confrontées à des défis multidimensionnels qui compromettent la sécurité alimentaire et la résilience des communautés rurales. En effet, ces zones rurales subissent simultanément des pressions climatiques, des contraintes socio-économiques et des disparités de genre, qui interagissent pour fragiliser les systèmes alimentaires locaux. Ainsi, comprendre la dynamique de ces interactions est essentiel pour proposer des interventions efficaces et durables.

Par conséquent, le changement climatique constitue un facteur aggravant majeur. Les projections climatiques indiquent une augmentation significative des températures, particulièrement dans les régions septentrionales. Selon le profil de risque climatique du Cameroun, la proportion de la population affectée par au moins une vague de chaleur par an

devrait passer de 3,2 % en 2000 à 13,3 % en 2080, entraînant une multiplication de la mortalité liée à la chaleur de 2,5 à 9,1 décès pour 100 000 personnes par an (GIZ, 2022)¹. De surcroît, une étude de l'Observatoire National des Changements Climatiques précise que les rendements agricoles au Cameroun ont été fortement affectés entre 1998 et 2012 en raison des variations climatiques, notamment des fluctuations de température et de la variabilité des précipitations (ONACC, 2019)². Ces perturbations ont entraîné une diminution significative de la productivité agricole et soulignent la vulnérabilité du secteur face aux changements climatiques. Ainsi, la combinaison de ces pressions environnementales accroît la vulnérabilité des populations rurales, compromettant leur sécurité alimentaire et leur résilience.

Cette vulnérabilité est amplifiée par des facteurs socio-économiques. En 2024, les régions du Nord et de l'Adamaoua demeurent fortement touchées par l'insécurité alimentaire, près de 10 % de la population y est en insécurité alimentaire aiguë, dont 9,75 % en crise (IPC3) et 0,3 % en urgence (IPC4), et 8,86 % projetés en insécurité durant la période soudure (CH/IPC-MINADER, 2024)³. Sur le plan nutritionnel, environ 400 000 enfants de - 5 ans souffrent de malnutrition aiguë au niveau national, une situation particulièrement concentrée dans le septentrion (IPC Malnutrition, 2024)⁴. Ces indicateurs confirment l'impact conjugué des chocs climatiques, de la pauvreté structurelle et de la faible diversité alimentaire sur la sécurité nutritionnelle dans ces régions, limitant la capacité des communautés à anticiper et à gérer les crises alimentaires.

Dans ce contexte, le rôle des femmes apparaît déterminant, car elles interviennent de manière centrale dans la production, la transformation et la commercialisation des denrées alimentaires. Cependant, elles sont largement marginalisées dans l'accès aux ressources productives, à la formation et à la participation aux instances décisionnelles locales, ce qui restreint leur capacité à sécuriser l'alimentation et à s'adapter aux chocs climatiques. Le profil genre du Cameroun montre que ces inégalités restreignent leur capacité à sécuriser leur alimentation et à s'adapter aux impacts climatiques. Ainsi, les disparités de genre ne constituent pas seulement une question sociale, mais un facteur critique influençant la résilience globale des systèmes alimentaires locaux.

Face aux défis climatiques et socio-économiques des régions du Nord et de l'Adamaoua, il est crucial de disposer d'une analyse approfondie des inégalités de genre et de leur impact sur la résilience des systèmes alimentaires. Les inégalités influencent directement la sécurité alimentaire. Il apparaît que, malgré leur rôle central, les femmes détiennent moins de 1 % des terres agricoles, ce qui souligne l'importance d'intégrer le genre dans les stratégies de développement et de résilience.

Afin de répondre à ces enjeux, le Réseau de Lutte contre la Faim (RELUFA) recrute un consultant pour réaliser une étude sur le « *genre, inégalités et résilience des systèmes alimentaires dans le Nord et l'Adamaoua* ». Cette mission s'inscrit dans le cadre du projet de Renforcement de l'engagement des Acteurs Locaux dans la Gouvernance des Ressources Naturelles dans le Septentrion Cameroun (REAL-GRNS), financé par l'Union Européenne et mis en œuvre conjointement par le CED, FODER et le RELUFA. Cette étude contribuera à améliorer

¹ GIZ. (2022). *Profil de risque climatique : Cameroun*. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH. https://www.adaptationcommunity.net/wp-content/uploads/2022/09/GIZ_Climate-Risk-Profile_Cameroon_FR.pdf

² ONACC (2019c). Evaluation de l'impact des changements climatiques sur les rendements de cultures vivrières dans les régions du Centre, de l'Est, de l'Extrême-Nord et du Sud-Ouest Cameroun. République du Cameroun, 77 p.

³ <https://www.minader.cm/wp-content/uploads/2024/06/Fiche-de-Communication-Mars-2024-bon.pdf>

⁴ https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Cameroun_Acute_Malnutrition_Nov2023_Oct2024_Report_French.pdf

l'expertise et l'engagement de la société civile dans la gouvernance des ressources naturelles et à renforcer la compréhension des acteurs locaux et des communautés sur des problématiques telles que le changement climatique, l'insécurité alimentaire, le genre et la gouvernance durable.

Les présents termes de référence visent à recruter un(e) consultant(e) pour la réalisation d'une étude « genre, inégalités et résilience des systèmes alimentaires face au changement climatique dans le Nord et l'Adamaoua ».

3. Objectif de la mission

Objectif général :

Réaliser une étude approfondie sur l'impact des inégalités de genre sur la résilience des systèmes alimentaires locaux face aux changements climatiques dans les régions du Nord et de l'Adamaoua.

Objectifs spécifiques :

- Identifier les rôles différenciés des femmes et des hommes dans les systèmes alimentaires locaux (production, transformation, distribution) ;
- Analyser les écarts d'accès aux ressources, aux formations, aux services et aux instances décisionnelles.
- Documenter les stratégies d'adaptation différenciées des femmes et des hommes face au changement climatique.
- Formuler des recommandations pratiques et politiques visant à renforcer l'inclusion du genre dans les interventions de sécurité alimentaire et d'adaptation climatique, afin de favoriser la durabilité des systèmes alimentaires aux niveaux local et national.

4. Méthodologie attendue

Le consultant adoptera une approche participative, qualitative et sensible au genre, intégrant les éléments suivants :

- Une revue documentaire des études, politiques et rapports existants sur le genre, la sécurité alimentaire et le changement climatique ;
- La collecte de données de terrain à travers :
 - Entretiens semi-directifs avec femmes et hommes producteurs, transformateurs, commerçants et acteurs institutionnels ;
 - Focus group désagrégés par sexe, âge et statut socio-économique ;
 - Observation participative et cartographie des rôles et ressources ;
 - Analyse intersectionnelle des données pour intégrer les dimensions genre, âge, statut socio-économique et vulnérabilité climatique ;
 - Triangulation des données pour garantir la fiabilité et la représentativité des résultats.

5. Zones d'étude

L'étude couvrira les zones rurales du Mayo-Rey et du Mayo-Louti dans la région du Nord, ainsi que la Vina, le Mbéré et le Mayo-Banyo dans la région de l'Adamaoua.

Ces territoires, abritant également des aires de conservation de la biodiversité, ont été choisies en raison de leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, de leur exposition récurrente

aux aléas climatiques et de l'importance stratégique d'y renforcer l'inclusion des femmes dans les systèmes alimentaires.

6. Livrables attendus

- **Livrable 1** : Un draft du rapport d'étude détaillé (entre 30 à 40 pages) incluant :
 - Analyse contextuelle des systèmes alimentaires et des dynamiques de genre ;
 - Cartographie des inégalités de genre et des rôles dans les systèmes alimentaires ;
 - Études de cas illustrant les stratégies d'adaptation (au changement climatique) locales différenciées ;
 - Recommandations concrètes pour les décideurs, OSC et partenaires techniques ;
- **Livrable 2** : Une présentation PowerPoint (15 à 20 diapositives) pour la restitution des résultats auprès des acteurs locaux.
- **Livrable 3** : La facilitation d'un atelier de restitution des résultats auprès des acteurs locaux. L'atelier vise à présenter et à discuter les conclusions de l'étude avec les acteurs locaux.
- **Livrable 4** : Un rapport final intégrant les observations issues de l'atelier de restitution ;
- **Livrable 5** : Un briefing note (1-2 pages) résumant les principaux résultats et recommandations pour une diffusion rapide auprès des décideurs ;

7. Durée de la mission

La durée de la consultation est de vingt (20) jours comprise dans une période calendaire d'un mois à compter de la signature du contrat. Elle couvre l'ensemble de la période des travaux du/de la consultant(e), de la collecte des données au rapportage.

8. Profil et compétence du consultant

- **Formation académique** : Master (BAC+5) ou équivalent en Agroéconomie, Agronomie, Sciences sociales, ou dans un domaine jugé pertinent.
- **Compétences techniques et expériences professionnelles**
 - Minimum 5 ans d'expérience dans la recherche qualitative, l'analyse de genre l'agroécologie et la sécurité alimentaire ;
 - Connaissance approfondie des systèmes alimentaires locaux et du contexte des régions septentrionales du Cameroun ;
 - Expériences de collaboration avec divers acteurs, y compris les agriculteurs, les organisations locales, les autorités locales, et les ONG ;
 - Expérience préalable dans la conduite d'études pluridimensionnelles en zones rurales, y compris la collecte et l'analyse de données qualitatives et quantitatives dans le domaine agropastoral en lien avec la sécurité alimentaire ;
 - Capacité avérée à produire des rapports de recherche et supports de vulgarisation ;
 - Maîtrise du français et bonnes compétences rédactionnelles ; la connaissance des langues locales (notamment le fulfuldé) est un atout ;

9. Constitution et soumissions des candidatures

Les intéressés sont invités à envoyer séparément :

- Une lettre de motivation ;

- Un CV actualisé relatant des références sur des travaux similaires, ainsi que les références de deux (02) personnes pouvant attester de la compétence du ou de la candidat(e) ;
- Une offre technique détaillant la méthodologie envisagée (max 5 pages) ainsi que le calendrier prévisionnel d'exécution de la mission ;
- Une offre financière présentant un budget détaillé comprenant une estimation des honoraires, les perdiems et les frais de transport interurbain (public et terrestre) dans les zones d'intervention.

10. Rémunération

La consultation sera financée par le RELUFA conformément au budget du projet REAL-GRNS. Les modalités de paiement seront définies selon l'échéancier suivant :

- 40% au démarrage de l'étude ;
- 50% à la validation de la version finale du rapport et de sa synthèse (briefing note) ;
- 10% à verser après l'organisation de l'atelier de restitution et dès la transmission du rapport corrigé.

Les dossiers de candidature doivent être soumis au plus tard le 25 septembre 2025 aux adresses suivantes : info@relufa.org , amamoudou@relufa.org en copie à jnbamenjo@relufa.org